

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/25

19 septembre 1997

(97-3927)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA SUISSE

Liste révisée d'engagements spécifiques concernant les télécommunications de base

La délégation de la Suisse a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres de l'OMC.

La Liste de la Suisse annexée au Quatrième Protocole sur les télécommunications de base annexé à l'AGCS comporte l'indication suivante: "A la suite des décisions qui auront été prises par le législateur (concernant la nouvelle Loi fédérale sur les télécommunications), le gouvernement suisse améliorera les engagements contractés pour les télécommunications de base au titre de l'AGCS parallèlement à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi."

Depuis l'achèvement des négociations du Groupe des télécommunications de base, la nouvelle Loi fédérale sur les télécommunications a été approuvée par le Parlement et la période de trois mois prévue pour un éventuel référendum s'est écoulée sans qu'aucune opposition n'ait été formulée. Le gouvernement suisse a l'intention de promulguer la nouvelle Loi sur les télécommunications le 1er janvier 1998.

La Suisse est donc en mesure de soumettre une Liste révisée et sensiblement améliorée d'engagements concernant les télécommunications de base, afin qu'elle soit examinée par ses partenaires de l'OMC. Cette Liste améliorée doit remplacer la Liste de la Suisse annexée au Quatrième Protocole annexé à l'AGCS.

La Liste améliorée entrera en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi fédérale sur les télécommunications, sous réserve de l'entrée en vigueur du Quatrième Protocole et de l'acceptation de ce dernier par la Suisse.

Si aucune objection n'est notifiée au Secrétariat dans un délai de 30 jours à compter de la date de la présente communication, la Liste ci-jointe d'engagements concernant les télécommunications de base remplacera la Liste d'engagements de la Suisse concernant les télécommunications de base annexée au Quatrième Protocole annexé à l'AGCS, sous réserve de l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi fédérale sur les télécommunications et du Quatrième Protocole.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

19 septembre 1997

(97-0000)

Commerce des services

SUISSE

Liste d'engagements spécifiques

Supplément 3

Révision

(Seuls les textes anglais et français font foi)

SUISSE - PROJET DE LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES REVISEE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
II. ENGAGEMENTS SECTORIELS			
2.C. Services de télécommunication			
Les services de télécommunication concernent la transmission de signaux électromagnétiques - son, données, image et toute combinaison de ces éléments - à l'exclusion de la diffusion des programmes. ¹			
Tous les secteurs des télécommunications			Voir l'annexe
a) Services de téléphonie vocale (CPC 7521)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I	
b) Transmission de données avec commutation par paquets (CPC 7523**))	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I	

1 La diffusion de programmes est définie comme étant la chaîne de transmission ininterrompue nécessaire pour distribuer au grand public les signaux de programmes radiophoniques et télévisuels, mais elle ne couvre pas les liaisons de contribution entre exploitants.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
c) Transmission de données avec commutation de circuits (CPC 7523**))	1) Néant	1) Néant		
	2) Néant	2) Néant		
	3) Néant	3) Néant		
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I		
d) Services des télex (CPC 7523**))	1) Néant	1) Néant		
	2) Néant	2) Néant		
	3) Néant	3) Néant		
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I		
e) Services de télégraphe (CPC 7522)	1) Néant	1) Néant		
	2) Néant	2) Néant		
	3) Néant	3) Néant		
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
f) Services de télécopie (CPC 7521** + 7529**)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I	
g) Services de circuits loués privés (CPC 7522** + 7523**)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie I	

Annexe

Suisse: Engagements additionnels concernant les télécommunications de base

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service de transport des télécommunications publiques

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) dont il n'est économiquement ou techniquement pas faisable qu'elles soient remplacées en vue de la fourniture d'un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur le marché pertinent de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement faisable. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taux transparents, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique et qui soient fondés sur les coûts, et suffisamment désagrégés pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte que tout fournisseur ayant une position dominante mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe national indépendant, qui peut être le régulateur mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taux d'interconnexion pertinents dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des régulateurs

Le régulateur est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des régulateurs et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquence attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.